





Programme des Nations Unies pour l'environnement

EP

UNEP(DEPI) /MED Comité de respect des obligations.5/9

17 janvier 2012

FRANÇAIS



PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE

Cinquième réunion du Comité de respect des obligations

Athènes (Grèce), 10-11 novembre 2011

PROJET

RAPPORT DE LA CINQUIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE RESPECT DES OBLIGATIONS

Introduction

1. Le Comité de respect des obligations a tenu sa cinquième réunion dans les locaux de l'Unité de coordination à Athènes (Grèce), les 10 et 11 novembre 2011.

Participation

2. Les membres titulaires et membres suppléants du Comité ci-après ont pris part à la réunion: M. Hawash Shahin, Mme Daniela Addis, M. Nicos Georgiades, M. Osman Atilla Arikan, M. Louis Vella, M. Larbi Sbaï, Mme Selma Cengic, M. Novak Cadjenovic, Mme Ekaterini Skouria et M. Joseph Edwark Zaki.

3. L'Unité de coordination était représentée par Mme Maria Luisa Mejias, Secrétaire exécutive et Coordinatrice de la Convention de Barcelone et par M. Didier Guiffault Conseiller Juridique. M. Saverio Civili, Coordonnateur du MEDPOL participait également à la réunion.

4. La liste des participants est reproduite à l'annexe I du présent rapport.

Point 1 de l'ordre du jour: Ouverture de la réunion

5. Mme Maria Luisa Silva Mejias, Secrétaire exécutive et Coordinatrice de la Convention de Barcelone souhaite la bienvenue aux nouveaux membres du Comité. Elle est intervenue pour souligner deux points. Elle a exprimé sa préoccupation de voir certains pays se placer dans une situation de non respect en ne rendant pas leurs rapports. Elle rappelle qu'à ce jour 15 Parties contractantes ont soumis leurs rapports et que deux autres rapports sont attendus, ce qui constitue une amélioration par rapport à l'exercice biennal précédent. Par ailleurs, elle a insisté sur le rôle du Comité de respect des obligations qui est de garantir la bonne application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles qui, a-t-elle rappelé sont tous entrés en vigueur sauf les amendements au protocole immersions. Il s'agit maintenant de développer une nouvelle phase de respect des obligations. Le Comité de respect des obligations, novation importante dans le cadre du PAM, doit maintenant se mobiliser pour procéder à l'analyse des rapports et faire des recommandations aux Parties contractantes. Elle salue la présence du représentant du MEDPOL qui peut aider à la compréhension des difficultés que les Parties contractantes rencontrent dans la mise en œuvre des protocoles. En conclusion de son intervention, Mme la Coordinatrice souligne la responsabilité majeure du Comité de respect des obligations qui a un rôle de gardien et de vigile à jouer. Si pendant le biennium précédent, l'accent a été mis sur la mise en place des règles de procédure, au contenu très important, le prochain biennium doit principalement être consacré à l'élaboration des apports de substance que le Comité peut apporter aux Parties contractantes en ce qui concerne la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.

6. Prenant la parole, le Président a remercié Mme la Coordinatrice pour ses propos de bienveillance ainsi que M. Civili, Coordonnateur du MEDPOL pour sa participation à la réunion et son aide pour permettre de comprendre les difficultés d'application de certaines dispositions du système de Barcelone.

7. Le Président a proposé au Secrétariat d'assurer, comme à l'accoutumée, la fonction de rapporteur de la réunion, proposition qui a bénéficié de l'acceptation du Secrétariat.

Point 2 de l'ordre du jour: Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

8. Par la suite, le Président a soumis le projet d'ordre du jour aux membres du Comité auquel un membre a souhaité intervertir sur les points 4 (examen des projets de brochure) avec le point 6 (examen du rapport). Le Comité a donné son accord pour cette proposition.

Point 3 de l'ordre du jour: Point sur la soumission des rapports des Parties contractantes pour le Biennium 2008-2009

9. Le Président a tenu à remercier le Secrétariat pour cette note de synthèse et lui a demandé de l'adresser à tous les Centres d'activités régionaux. Le Secrétariat a présenté le document (UNEP(DEPI)/MED Comité de respect des obligations 5/2 – Synthèse actualisée de la soumission par les Parties contractantes de leurs rapports nationaux pour le Biennium 2008-2009). Il s'agit d'une étude à caractère purement informatif qui met en évidence le fait que les Parties contractantes ne respectent pas leurs engagements au titre de la Convention de Barcelone ou de ses Protocoles, ou ne le font que partiellement. Le Secrétariat a choisi, dans le cadre de cet exercice, de citer les noms des Parties afin de sensibiliser le Comité sur ce sujet en souhaitant connaître la suite que celui-ci entend donner à cette évaluation. Au regard de ce constat, on peut dire que le Comité dispose des éléments d'information pertinents pour mettre les Parties contractantes en face de leurs responsabilités.

10. Par ailleurs, le Secrétariat a informé le Comité qu'une lettre a été adressée aux Parties contractantes pour leur rappeler leur obligation de soumettre leurs rapports pour le biennium 2008-2009. À ce jour, 15 rapports ont été reçus par le Secrétariat. À noter qu'on assiste à une montée en puissance des rapports en ligne, puisque 6 Parties contractantes ont utilisé cette formule, ce qui permet d'avoir une meilleure comparabilité entre les différents rapports.

11. Prenant la parole, Monsieur Civili, Coordinateur du MEDPOL a apporté des informations sur la mise en œuvre des protocoles Immersions, Tellurique et Déchets dangereux. À titre de considération générale, il a indiqué que 15 Parties contractantes ont présenté leurs rapports avec des informations partielles sur les aspects techniques tout en soulignant que la qualité de ces informations varie considérablement d'une Partie à l'autre. Il a noté par ailleurs une amélioration considérable sur les données techniques par rapport aux bienniums précédents. Certaines Parties contractantes n'ont pas rempli certains aspects importants, 2 autres n'ayant pas fait de rapport sur le protocole Déchets dangereux. M Civili a fait observer que des difficultés de nature financière et administratives rencontrées par les Parties contractantes ont empêché celles-ci de mettre en œuvre ces protocoles. Il a précisé qu'il revient au MEDPOL d'identifier les domaines où il aura à intervenir pour aider les Parties contractantes.

Protocole immersions

12. Sur un autre plan, M. Civili a précisé que plusieurs Parties contractantes respectent les prescriptions du Protocole interdisant les rejets en mer. Toutefois, les Parties contractantes n'apportent aucune indication sur la mise en œuvre des Lignes directrices. Par ailleurs, il s'interroge sur la question de savoir si les permis délivrés par les Parties contractantes l'ont été au titre du protocole d'origine ou du protocole amendé. Il rappelle, à cet égard, que les amendements à ce Protocole ne sont toujours pas entrés en vigueur et de ce fait insiste sur l'urgence à mobiliser les Parties contractantes pour accélérer l'entrée en vigueur du protocole amendé.

13. Dans un autre registre, Monsieur Civili n'a pas manqué de souligner la coopération très fructueuse établie entre le MEDPOL et le Secrétariat de la Convention de Londres

(1972) sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières dangereuses, notamment en ce qui concerne le partage des données. Afin de continuer à évaluer les besoins des Parties contractantes pour la mise en œuvre du protocole, M. Civili indique que le MEDPOL a organisé, il y a deux ans, avec les Points focaux nationaux des Parties contractantes deux réunions nationales. Celles-ci ont mis en évidence le fait que l'établissement d'une coordination intersectorielle constituait la clef de voute de la mise en œuvre du protocole.

Protocole tellurique (LBS)

14. M. Civili considère que le MEDPOL a reçu trop peu d'informations relatives à la mise en œuvre des Plans d'actions régionaux, notamment en ce qui concerne les indicateurs afin de rendre ce Protocole plus opérationnel. À cet effet, il a souligné une tendance à la baisse des polluants en Méditerranée et considère à ce sujet que le Comité de respect des obligations dispose d'un outil important pour déterminer si les Parties contractantes respectent les dispositions essentielles du Protocole Tellurique concernant la réduction de la pollution. M. Civili a évoqué, par ailleurs, la préparation d'un système intégré pour la surveillance de la pollution. Ce système sera partagé avec les Centres d'activités régionaux afin d'avoir une idée complète de la situation. Il a souligné également la nécessité pour les Parties contractantes de mobiliser les ressources pour faire face de manière directe aux points chauds et de réaliser des actions de contrôle de la pollution (cf. initiative Horizon 2020). Enfin M. Civili a insisté sur le besoin d'opérationnaliser le lien entre le système de rapport actuel par rapport à l'approche éco-systémique. Il est important que le système de rapport s'adapte à cette nouvelle réalité.

Protocole Déchets dangereux

15. Selon M. Civili plusieurs Parties contractantes ont fourni des informations relatives à la mise en place des Plans régionaux. Il a évoqué également l'étroite collaboration entre le MEDPOL et la Convention de Bale de 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination. M. Civili a enfin souligné la nécessité d'aider le Comité en lui fournissant des données techniques et en établissant un système de suivi.

16. Le Président, quant à lui, a rappelé la nécessité de se rapprocher d'autres conventions qui visent les domaines d'application de chacun de ces trois protocoles. A cet égard, M. Civili a précisé qu'en ce qui concerne la coopération avec les autres conventions, l'objectif est d'aboutir à un format standard de référence en matière de rapport. A ce sujet, Mme la Coordinatrice a présente le projet InforMEA qui a pour objectif de créer un seul Portail d'accès pour les accords multilatéraux en matière d'environnement et la mise en place d'un seul système de soumission de rapport. Elle a précisé que le processus InforMEA sera présenté à la prochaine réunion des Points focaux du PAM le 28 novembre 2011.

17. Un membre considère que le système de rapport de la Convention de Barcelone n'est pas approprié et estime nécessaire d'adapter ce système. Il évoque la possibilité d'avoir recours à des vérificateurs extérieurs qui pourraient extraire les véritables informations. Il a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de sensibiliser les personnes qui remplissent les questionnaires. Mme la Coordinatrice en partageant ce point de vue a précisé que le système actuel peut être amélioré vu que certaines informations restent trop lacunaires. Ceci s'explique par la faiblesse de la mise en œuvre technique et l'absence de coordination entre les différents départements ministériels.

18. Un autre membre du Comité considère que c'est une très bonne chose d'établir une coordination étroite entre le MEDPOL et le Comité de respect des obligations. Il estime également important d'associer les Centres d'activités régionales aux réunions du Comité. En partageant ce point de vue un autre membre a insisté sur la nécessité de travailler avec

toutes les composantes du PAM. Il a souhaité également que ces Centres apportent au Comité des précisions sur les difficultés rencontrées par les Parties contractantes. Dans ce contexte, elle estime le lancement d'InforMEA comme une bonne initiative.

19. Un membre considère que pour améliorer le système de rapport il serait intéressant d'associer les centres d'activités régionales en leur qualité de vérificateurs internes du système, alors que le Comité agira, quant à lui, en sa qualité de vérificateur externe. Les CAR peuvent jouer un rôle important en apportant un soutien aux Parties contractantes.

20. Une membre a suggéré d'appliquer la Règle 23 des Procédures et Mécanismes de respect des obligations (Décision IG. 17/2) pour poser des questions détaillées aux Parties contractantes. Elle a préconisé, à cet égard, la réalisation d'un tableau historique pour chaque Partie contractante ou d'une Fiche identifiant le cas de non-respect et les cas de difficultés rencontrées. Elle a proposé, également, que les CAR et le MEDPOL collaborent de façon continue avec le Secrétariat.

21. Le Président a invité le Comité à réfléchir sur la meilleure façon d'utiliser les informations du MEDPOL qui pourraient être adressées au Secrétariat ou au Comité.

22. Un autre membre a suggéré de demander aux directeurs des Centres d'activités régionales de présenter un rapport au Comité. Il a préconisé à cet égard que le document soit présenté avec le nom des pays à la réunion des Parties contractantes. Dans cette lignée, un autre membre a préconisé de faire « pression » sur les Parties contractantes qui présentent des rapports incomplets afin de les faire progresser et obtenir des documents de meilleure qualité.

23. Dans le même sens, un membre a proposé, quant à lui, que l'on indique clairement les noms dans le document à soumettre à la réunion des Points focaux en précisant à la fois les Parties contractantes qui ont respecté leurs engagements et celles qui ne l'ont pas fait. En refusant de s'inscrire dans cette logique, l'un des membres du Comité a tenu à souligner qu'il était nécessaire de disposer d'informations plus complètes sur chaque Pays, mais qu'il n'était pas nécessaire de présenter un rapport avec les noms pour la prochaine réunion des Parties contractantes.

24. En réagissant par rapport à ces différents propos, le Président a recommandé d'être plus prudent à l'égard de ce genre de question, tout en soulignant que la note de synthèse du Secrétariat méritait une mure réflexion.

25. A cet effet, il a recommandé de bien peser les conséquences d'une décision qui consisterait à reporter les noms des Parties contractantes dans ce document. Il a rappelé que ce document n'était qu'une note de synthèse et qu'à ce jour le Comité n'avait pas été saisi par le Secrétariat officiellement d'aucun cas de non respect.

26. Dans le même sens, l'un des membres est d'avis que le rapport de synthèse du Secrétariat doit être analysé comme un document général sur les cas de non-respect et qu'il n'y a pas lieu de mentionner les noms des Parties contractantes dedans. En revanche, il a préconisé de réfléchir à l'élaboration d'un modèle de présentation d'un cas de non respect destiné au Comité. Appuyant cette position, un autre membre a estimé que le moment n'est pas approprié pour citer les noms des Parties contractantes.

27. Un autre membre estime que le Comité doit disposer d'un rapport plus complet pour déterminer s'il y a eu cas de non-respect. Un autre membre propose que le Comité doit soumettre à la réunion des Parties contractantes un tableau sur l'état de soumission des rapports, mais qu'il est inapproprié de citer pour l'instant les noms des parties « défaillantes » en matière de rapportage.

28. Le Président a rappelé que le Comité n'a été saisi par le Secrétariat d'aucun cas de non respect et que la note de synthèse de celui-ci doit être analysée comme un simple document d'information qui demande au demeurant certaines précisions. Il a également rappelé sa demande au Secrétariat de soumettre pour la réunion des Points focaux un Tableau des rapports rendus par les Parties contractantes.

29. Un membre estime qu'une première étape dans l'évaluation des rapports devrait être de citer les Parties contractantes qui n'ont pas justement soumis de rapport avant d'évaluer par la suite les cas substantiels de non-respect. Il indique que l'objectif est de faire en sorte que toutes les Parties se conforment au respect de l'obligation de l'article 26 de la Convention de Barcelone. Un autre membre indique que la non soumission de rapport par une Partie contractante constitue un cas de non respect et qu'il convient d'appliquer le paragraphe 23 des Procédures et Mécanismes de respect des obligations qui habilite le Secrétariat à se rapprocher de la Partie concernée pour identifier les difficultés rencontrées et trouver les solutions pertinentes. Ce membre, soutenu par deux autres, souligne que le Secrétariat n'a pas à requérir l'autorisation du Comité au titre de cet article pour intervenir auprès de la Partie contractante afin d'identifier les difficultés qu'elle rencontre mais tout au contraire a le devoir de lui notifier son non respect de l'obligation de rapport.

30. Le Secrétariat indique qu'il ressort effectivement de sa compétence d'appliquer l'article 23 pour examiner avec la Partie contractante concernée les raisons pour lesquelles elle n'a pas respecté ses engagements au titre de la Convention ou de ses Protocoles.

31. Le Président est conscient des responsabilités du Secrétariat mais indique que celui-ci doit s'efforcer d'appliquer avec pragmatisme le paragraphe 23 susvisé pour contacter les Parties « défaillantes ». Il indique que le Comité assumera ses responsabilités une fois qu'il sera saisi par le Secrétariat, en insistant sur le fait qu'il ne peut exercer sa mission qu'en conformité avec les règles des Procédures et des mécanismes de respect des obligations.

32. Un membre a proposé d'adopter une recommandation qui fixe une date limite pour la soumission des rapports par les Parties contractantes. Dans le cas où ce délai est épuisé, ce dépassement serait constitutif d'un cas de non respect. Cette règle permettrait au Comité ainsi de disposer du temps nécessaire pour faire une évaluation des rapports. Ne partageant pas cette proposition, un autre membre a préconisé des mesures pour encourager les Parties à soumettre leurs rapports dans les délais requis. Le Président a exprimé une réaction favorable à cette recommandation en soulignant le peu d'intérêt à évaluer un rapport qui lui serait transmis avec trop de retard. Il a néanmoins fait observer que ces problèmes de retard s'expliquaient dans une large mesure par des problèmes de coordination interministérielle.

Point 4 de l'ordre du jour: Projets d'amendements au Règlement intérieur du Comité de respect des obligations et à la Convention de Barcelone

33. Projet d'amendements au Règlement intérieur du Comité de respect des obligations : Le Président a invité les membres du Comité à travailler sur la version française du Règlement intérieur. Le Secrétariat indique, à titre préliminaire, que beaucoup d'erreurs formelles identifiées dans la version française sont dues à une mauvaise traduction de la version anglaise de référence.

34. Le Comité a donné son accord pour inclure une définition de la notion de « saisine » à l'article 3 (Définitions) du Règlement. À l'article 4, un membre propose de préciser que le Comité se réunit deux fois par an. Le Président a considéré qu'il n'y a pas lieu de le modifier,

puisque cet article étant suffisamment souple pour permettre l'organisation de réunions supplémentaires du Comité. À l'article 5, le Président suggère d'introduire une référence au quorum. Un membre fait, toutefois, observer que la définition du quorum n'a pas sa place à l'article 5 du fait du libellé du Chapitre qui réfère spécifiquement «aux lieu, dates et notification des réunions ». Le Comité a décidé après un long débat, de maintenir la référence au quorum à l'article 17 du Règlement intérieur. À l'article 6, le Président propose de se référer à la version française qui n'évoque pas la notion de « bureau »: À l'article 7, le Président propose au Comité, qui a accepté, de modifier le libellé de l'alinéa e) comme suit : « soumet au vote toute question et annonce les décisions.».

35. Un membre préconise de présenter les commentaires du Comité sur le Règlement intérieur à la réunion des Parties contractantes et de reporter ultérieurement l'adoption de toutes ces propositions de modifications à une réunion ultérieure. Un autre membre souligne que les changements proposés sont dans l'ensemble mineurs et sont justifiés par les imperfections de la traduction française.

36. Un membre, soutenu par un autre, estime qu'il faut laisser les propositions de modifications du Règlement intérieur en tant que projet, que le Comité doit prendre position sur ces modifications mais que leur finalisation et leur mise en cohérence entre les deux versions devront être examinées lors d'une prochaine réunion. Un autre membre propose de demander au Secrétariat de procéder au « toilettage » du texte du Règlement intérieur en alignant la version française sur la version anglaise. Cette proposition est agréée par le Comité.

37. Plusieurs membres du Comité considèrent comme prématuré de procéder à des modifications de fond du Règlement Intérieur et souhaitent laisser le temps au Comité de les examiner ultérieurement. Sur proposition de son Président, le Comité a décidé pour l'immédiat de faire procéder par le Secrétariat à un « toilettage » de la version française du Règlement Intérieur afin de la mettre en cohérence avec la version anglaise et de renvoyer à l'examen des propositions de modifications de fond de ce Règlement à une réunion ultérieure du Comité.

38. Le Président évoque la proposition d'amendement du Paragraphe 6 des Procédures et mécanismes de respect des obligations. Cet amendement a pour objet de permettre à un membre sortant du Comité de solliciter un deuxième mandat consécutif. Le Secrétariat indique que l'interdiction du double mandat consécutif était une règle contraignante que l'on ne retrouve dans aucun autre mécanisme de respect des obligations en vigueur dans le cadre de conventions environnementales. Il précise par ailleurs que le principe du double mandat consécutif avait été proposé par le groupe d'experts juridiques et techniques qui avait rédigé le projet de Procédures et mécanismes de respect des obligations. Ce groupe d'experts avait considéré que le principe du double mandat consécutif permettait une plus grande souplesse dans la continuité du fonctionnement du Comité sans pour autant remettre en cause le principe de rotation des membres en son sein. Après débat, le Comité a décidé, à l'unanimité, de soumettre à la XVII ème Réunion des Parties contractantes une proposition d'amendement visant à autoriser un membre titulaire ou suppléant du Comité à solliciter un deuxième mandat consécutif.

39. Projet d'amendements à la Convention de Barcelone : Le Président rappelle que lors de la quatrième réunion du Comité, il avait évoqué une proposition d'amendement qui aurait pour objet d'introduire dans la Convention de Barcelone une nouvelle disposition qui serait liée au rôle et au fonctionnement du Comité de respect des obligations et avait demandé au Secrétariat de rédiger un document de travail sur cette proposition.

40. Les membres du Comité, à l'unanimité, donnent leur accord de principe pour procéder en ce sens à l'amendement de la convention. Toutefois, un membre soutenu par un autre, estime nécessaire d'observer une période de maturation qui puisse permettre au

Comité de se positionner vis-à-vis des Parties contractantes et qu'il serait davantage judicieux de continuer à étudier cette proposition d'amendement. Le Président, tout en prenant en considération cette objection, estime cependant nécessaire de « tracer le chemin » en faisant figurer dans le rapport d'activité du Comité le principe d'une modification de la Convention de Barcelone sans en préciser pour l'immédiat les modalités de mise en œuvre. Il s'agit, dans son esprit, de mettre dès maintenant cette proposition symbolique en perspective même si sa réalisation pourrait prendre beaucoup de temps.

41. Un membre propose que le débat sur cette proposition de modification figure dans le rapport d'activité du Comité afin d'inciter les Parties contractantes à réfléchir sur cette proposition. Un autre membre estime qu'il est important que le Comité fasse le premier pas et qu'il remette en temps utile une proposition à l'adoption ultérieure d'une réunion des Parties contractantes.

42. Un membre a insisté également sur le fait que le rapport doit clairement indiquer que le Comité a eu une longue discussion sur l'introduction d'un amendement éventuel de la Convention de Barcelone pour y intégrer une disposition relative au rôle et à la fonction du Comité de respect des obligations. Il propose d'introduire dans le projet de décision, relative au Comité de respect des obligations, un alinéa demandant à la réunion des Parties d'examiner la proposition du Comité de lancer la révision de la Convention de Barcelone en vue de renforcer la fonction de cet organe subsidiaire. Il a ajouté que le rapport d'activité devra préciser que le Comité a convenu de présenter aux Parties contractantes une proposition qui a pour objet de renforcer l'autorité et l'efficacité de cet organe au sein du système institutionnel de Barcelone. Il a par ailleurs ajouté que le rapport du Président devra à cet égard préciser que le Comité a reçu l'appui du Secrétariat qui lui a suggéré néanmoins de laisser du temps à cette proposition de « murir ». Dans ce contexte, le Comité devrait préciser, à l'attention des Parties contractantes, que compte tenu de la procédure d'amendement, il serait préférable de lancer le processus d'amendement le plus tôt possible.

43. Le Secrétariat a fait observer que l'introduction de cet alinéa dans le corps du projet de décision ne peut être envisagée dès lors que cette proposition d'amendement n'a pas été préalablement soumise à l'examen du Bureau de la convention.

Point 5 de l'ordre du jour: Projets de brochure-guide sur les Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles

44. Projet de brochure guide à l'attention des Parties contractantes : Lors de sa quatrième réunion, le Comité a été saisi par le Secrétariat d'un projet de brochure guide à l'attention des Parties contractantes : Ce projet de Brochure a pour objet d'explicitier de façon claire et précise les principales dispositions de la Décision 17/2 sur les Procédures et mécanismes de respect des obligations. Le Président a soumis aux membres du Comité la version amendée de ce projet de brochure pour validation finale.

45. Plusieurs membres du Comité ont fait des propositions d'amélioration formelle du texte qui ont été adoptées par le Comité.

46. Projet de brochure à l'attention du Public : Le Président a rappelé que lors de sa quatrième réunion le Comité avait décidé de créer un groupe intersessionnel présidé par Monsieur Louis Vella pour élaborer un projet de brochure guide à l'attention de la société civile. Le Président a tenu à remercier le Président de ce groupe ainsi que ses participants pour l'excellente contribution pour la réalisation de ce projet de brochure-guide.

47. Sur proposition de plusieurs de ses membres, le Comité a décidé de supprimer dans le corps du texte toute référence aux modalistes de vote. Avec cette modification, le Comité a fini par adopter l'ensemble du projet.

Point 6 de l'ordre du jour: Adoption du rapport biennal d'activités 2010-2011 du Comité de respect des obligations

48. Les membres du Comité ont procédé à certaines modifications du projet de rapport d'activités du Comité. Au Paragraphe 9 il a été proposé d'ajouter « dès maintenant » au paragraphe 10, la date doit être actualisée et les termes « 5^{ème} réunion » doivent être ajoutés; au paragraphe 21 il a été décidé de remplacer « le Président propose » par « le Comité propose »; au paragraphe 29 il est proposé de préciser que : « ces amendements seront soumis à la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes pour examen et adoption ». Le Comité a également adopté le projet de programme de travail pour le biennium 2012-2013.

49. Le Comité a procédé à l'examen et a adopté le projet de décision relatif au programme de travail du Comité pour l'exercice biennal 2012-2013, à la modification du paragraphe 6 des Procédures et mécanismes de respect des obligations et au renouvellement partiel de ses membres. Le Comité a également décidé de supprimer dans le projet de décision l'avant dernier alinéa relatif aux propositions d'amendement du Règlement intérieur du Comité. En ce qui concerne la proposition du Comité d'introduire dans le projet de décision un additif relatif à une proposition d'amendement à la Convention de Barcelone, le Secrétariat a tenu à éclairer les membres du Comité en précisant que cette proposition ne serait pas recevable par les mécanismes de la Convention tant qu'elle n'a pas fait l'objet d'un examen préalable par le Bureau de la Convention. À cet égard, Le Président a précisé qu'il appartient au Comité de poursuivre sa réflexion sur ce projet d'amendement en vue de sa soumission pour examen par la XVIII^{ème} Réunion des Parties contractantes. Le Président en prenant acte du travail d'appui et du conseil du Secrétariat concernant cette proposition, a demandé, à cet égard, que le Secrétariat prenne acte de la décision unanime du Comité de proposer cet amendement. Il a fait observer que l'alinéa e) du projet de décision, invitant le Comité à analyser toute proposition visant à renforcer son rôle dans le cadre de la Convention de Barcelone, l'autorise à poursuivre sa réflexion sur ce projet d'amendement pendant le prochain Biennium 2012-2013.

Point 7 de l'ordre du jour: Adoption des conclusions et décisions

50. En présence de Mme la coordonnatrice, et sur requête de la présidence du Comité, le Secrétariat a fait un récapitulatif exhaustif des conclusions et décisions prises par le Comité durant sa réunion :

1. Le Comité a procédé à un examen des rapports soumis par les Parties contractantes sur la base de la note de synthèse du Secrétariat.

2. Le Comité a procédé à un premier examen des propositions d'amendement au Règlement intérieur. Il a demandé au Secrétariat en se rapprochant de la présidence du Comité, d'apporter les correctifs formels pertinents afin de mettre en cohérence la version française du Règlement intérieur avec la version anglaise. En ce qui concerne les amendements de fond au Règlement Intérieur, le Comité a décidé de renvoyer leur examen à une de ses prochaines réunions.

3. Le Comité a adopté les deux projets de brochures guide destinés respectivement aux Parties contractantes et à la Société civile. Ces deux brochures ont pour objet

d'expliciter les règles de fonctionnement des Procédures et mécanismes de respect des obligations.

4. Le Comité a adopté la proposition d'amendement du Paragraphe 6 des Procédures et mécanismes de respect des obligations qui a pour effet de supprimer l'interdiction du double mandat successif des membres du Comité qui souhaitent se représenter. Cette proposition d'amendement sera intégrée dans le projet de décision en vue de son adoption à la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes.

5. Le Comité a adopté, à l'unanimité, le principe d'un amendement à la Convention de Barcelone visant à introduire une nouvelle disposition relative au rôle et au fonctionnement du Comité. Le Comité a décidé que dans un premier temps cette proposition d'amendement fera partie intégrante dans son rapport d'activités qui sera présenté devant la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes à Paris.

Point 8 de l'ordre du jour: Clôture de la réunion

51. Mme la Coordinatrice a remercié le Président et les membres du Comité pour le travail très constructif de ces deux journées de réunion. Elle a rappelé que le Comité de respect des obligations était un organe subsidiaire indépendant qui constituait l'innovation la plus importante depuis 15 ans dans le système institutionnel de la Convention de Barcelone. Elle a souligné que les attentes sont très grandes en ce qui concerne le travail de cet organe ce qui constitue un vrai challenge que le Comité doit relever. Elle a insisté sur l'importance du moment car c'est la première fois que le Comité a l'occasion d'adresser un rapport de substance aux Parties contractantes. Elle a par ailleurs rappelé que l'objectif de base du Comité est d'aider les Parties contractantes à respecter leurs engagements au titre de la convention et des protocoles. Elle a insisté également sur l'importance des relations constructives existant entre le Comité et le Secrétariat du PAM dont le rôle est d'assister et de soutenir l'action du Comité. Toutefois, au regard des ressources extrêmement limitées du Secrétariat, Mme la Coordinatrice a indiqué qu'il n'est pas garanti que des réunions additionnelles programmées dans le budget puissent avoir lieu durant le prochain mandat. Elle a rappelé que le Comité ne s'est pas réuni pendant la première année du Biennium en raison de l'absence de sujets de substance et notamment de cas de non respect qui pouvaient lui être soumis. Afin d'éviter des ruptures de charge dans le travail du Comité, elle a suggéré que les Parties contractantes soumettent leur rapport au plus tard en septembre de la 1^{ère} année du Biennium et que le Comité de respect des obligations puisse se réunir à la fin de l'année pour les examiner, sans exclure toutefois la possibilité pour le Comité de se réunir deux fois dans l'année, voire davantage et ce, en fonction des ressources disponibles. Elle a aussi indiqué qu'elle comprenait parfaitement la démarche du Comité dans sa volonté d'amender la Convention de Barcelone afin de renforcer sa fonction et son rôle. Elle a, toutefois, précisé que pour des raisons de procédure cette proposition ne pouvait être incluse dans le projet de décision relatif au Comité de respect des obligations. Elle a, néanmoins, encouragé le Comité à expliciter à l'attention des Parties contractantes cette proposition dans son rapport biennal d'activités.

52. Prenant la parole, le Président a vivement remercié Mme la coordinatrice pour ses propos et a tenu à rappeler que la préoccupation immédiate du Comité était de s'assurer que les Parties contractantes respectaient leur obligation principale, à savoir, la soumission de rapport dans les délais requis. Il a souligné la nécessité pour le Comité de relancer les Parties contractantes « défaillantes » au besoin en saisissant directement l'autorité gouvernementale au siège du point focal.

53. Après les civilités d'usage, le Président a clôturé la réunion à 18 heures trente.

ANNEX I

LIST OF PARTICIPANTS

Membres titulaires	Membres suppléants
<p>Mr Larbi Sbaï Conseiller du Secrétaire Général du Département de la Pêche Maritime Ave. Belhassan El Ouazzani Rabat Morocco Tel : 212 537 688260 Mobile : 212 661 895656 Fax : 212 537 688299 Email : sbai@mpm.gov.ma</p>	<p>Ms Daniela Addis Legal Adviser Ministry of Environment Via C. Colombo 44 00147 Rome Italy Tel: +39 0 .572 23 404 E-mail: Addis.Daniela@minambiente.it</p>
<p>Mr Joseph Edward Zaki Legal Advisor International Affairs Department Egyptian Environmental Affairs Agency (EEAA) 30 Misr-Helwan El-Zyrae Road P.O.Box 11728 Maadi Cairo Egypt Tel: 202 10 1407774 e-mail: sb_Joseph@hotmail.com</p>	<p>Mr Louis Vella Malta E-mail: louis.cvella@gmail.com</p>
<p>Mr Hawash Shahin Professeur à la Faculté de Droit Département de Droit International Université de Damas Damascus Syrie Tel.:+ 963 11 323 4655 Fax: +963 11 321 3939 Mob.: +963 944 270142 E-mail: hawash@scs-net.org</p>	<p>Mr. Novak Cadjenovic Adviser Ministry of Spatial Planning and Environment Rimski trg 46 81000 Podgorica Montenegro Tel: +382 20 228512 Mob: +382 68404527 Fax: +382 20 234131 / 228511 Email: novak.cadjenovic@gov.me</p>
<p>Mr Nicos Georgiades Environmental Consultant 28 Zannetou 1100 Nicosia Cyprus Tel (mobile): 357-99-479028 Fax: 357-22-780385 E-mail: nicosgeorgiades@cytanet.com.cy</p>	
<p>Ms Ekaterini Skouria Department of International Relations and EU Affairs Ministry of Environment, Energy and Climate Change 15 Amaliados Street 11523 Athens Greece Tel:+30-213 1515664 E-mail: k.skouria@prv.ypeka.gr</p>	

<p>Mr Osman Atilla Arikan Associate Professor Istanbul Technical University Environmental Engineering Department Istanbul Turkey Tel: +90 212 285 3787 Email: arikan@itu.edu.tr</p>	
<p>Ms Selma Cengic Executive Director Hydro-Engineering Institute S. Tomica 1 71000 Sarajevo Bosnia and Herzegovina Tel: + 387-33-207949 Fax: + 387-33-207949 E-mail: selma.cengic@heis.com.ba</p>	
<p>PNUE/UNITE DE COORDINATION DU PLAN D’ACTION POUR LA MEDITERRANEE (PAM) UNEP/COORDINATING UNIT FOR THE MEDITERRANEAN ACTION PLAN (MAP)</p>	<p>Ms Maria Luisa Silva Mejias MAP Coordinator Tel: +30-210-7273100 (switchboard) Tel: +30-210-7273126 (direct) Fax: +30-210-7253196/7 E-mail: @unepmap.gr</p> <p>Mr Francesco Saverio Civili MED POL Coordinator Tel: +30-210-7273106 Fax: +30-210-7253196/7 E-mail: fscivili@unepmap.gr</p> <p>Mr Didier Guiffault Legal Officer Tel: +30-210-7273142 Fax: +30-210-7253196/7 E-mail: Didier.guiffault@unepmap.gr</p> <p>P.O. Box 18019 48, Vassileos Konstantinou Av. 116 10 Athens Greece</p>

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire et organisation des travaux
3. Point sur la soumission des rapports des Parties contractantes pour le Biennium 2008-2009
4. Projets de brochure guide à l'attention des Parties contractantes et du public sur les Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone
5. Projets d'amendement au Règlement intérieur du Comité de respect des obligations ainsi qu'à la Convention de Barcelone.
6. Adoption du rapport biennal d'activités 2010-2011 du Comité de respect des obligations
7. Questions diverses
8. Adoption des conclusions et décisions
9. Clôture de la réunion

Annexe III

Cinquième réunion du Comité de respect des obligations (10-11 novembre 2011)

PROJET DE CONCLUSIONS & DECISIONS

1. Organisation des travaux du Comité de respect des obligations

- a) demander au Secrétariat d'organiser au moins deux réunions ordinaires par an du Comité de respect des obligations ;
- b) confier au Secrétariat le soin d'établir le rapport de chacune des sessions du Comité de respect des obligations ;
- c) assurer la participation des membres titulaires du Comité de respect des obligations et de ses membres suppléants, des représentants des Parties contractantes concernées et le cas échéant d'observateurs, aux réunions du Comité de respect des obligations et ce conformément au Règlement intérieur.

2. Projet de Brochure-guide à l'attention des Parties contractantes

Le Comité a adopté le projet de brochure-guide destiné aux Parties contractantes présenté par le Secrétariat sous réserve de la modification suivante :

- a) remplacer le titre « le rôle du Secrétariat » par « Quel soutien le Secrétariat peut-il apporter au Comité ? »

Le Comité demande que la Brochure-guide soit éditée dans les quatre langues officielles de la Convention de Barcelone.

3. Projet de Brochure-guide à l'attention du public

Le Comité a adopté le projet de Brochure guide destiné au public sous réserve de la modification suivante :

- b) suppression de la dernière phrase de l'avant dernier paragraphe relative aux modalités de vote.

4. Examen des questions générales liées au non-respect. Evaluation de mesures minimales

Le Comité prend acte de l'augmentation, depuis sa dernière réunion, du nombre de rapports nationaux (15) reçus à ce jour par le Secrétariat en application de l'article 26 de la Convention de Barcelone.

Le Comité, a décidé, sur la base des conclusions du document UNEP (DEPI) MED Compliance Committee 5/3 intitulé «Synthèse des rapports nationaux soumis par les Parties contractantes pour le Biennium 2008-2009», des points suivants :

- a) demander au Secrétariat d'établir un Tableau de bord sur l'application de l'obligation de soumission de rapports au titre de l'article 26 de la Convention de Barcelone par toutes les Parties contractantes et de joindre ce Tableau au courrier de rappel visé ci-dessous ;
- b) demander au Secrétariat d'adresser un courrier de rappel individualisé à chacun des ministères dans lequel est domicilié le Point focal de la Partie contractante qui n'a pas, à ce jour, rendu son rapport pour le Biennium 2008-2009,
- c) demander au Secrétariat d'arrêter une date limite de soumission des rapports par les Parties contractantes, étant considéré qu'au-delà de cette limite la non soumission d'un rapport par une Partie contractante constituera un cas formel de non respect des obligations,
- d) demander au Secrétariat d'adresser aux représentants des Centres d'activités régionales et du MEDPOL le document de travail UNEP (DEPI) MED Compliance Committee 5/3 susvisé pour information et avis,

5. Programme de travail du Comité de respect des obligations pour le Biennium 2012-2013.

Le Comité a adopté la version finale de son programme de travail pour le Biennium 2012-2013 examiné lors de sa quatrième réunion avec le complément de l'alinéa e) suivant :

- e) analyse de toute proposition visant à renforcer le rôle du Comité de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles.

6. Projet d'amendement des Procédures et Mécanismes de respect des obligations (Décision IG. 17/ 2)

Le Comité a décidé de proposer à l'adoption de la XVII ème Réunion des Parties contractantes la modification du Paragraphe 6 des Procédures et Mécanismes de respect des obligations comme suit :

- c) Les membres et les suppléants ne peuvent siéger au Comité plus de deux mandats consécutifs.

7. Projet d'amendements au Règlement intérieur du Comité de respect des obligations

Le Comité décide :

- a) de demander au Secrétariat de corriger les imprécisions formelles de formulation de la version française pour la mettre en cohérence avec la version anglaise,
- b) de reporter à une prochaine réunion l'examen des amendements de fond du Règlement intérieur proposés par le Président.

8. Projet d'amendement à la Convention de Barcelone

Le Comité décide :

- a) à l'unanimité de l'introduction par voie d'amendement dans la Convention de Barcelone d'un article visant à préciser le rôle et la fonction du Comité de respect des obligations,
- b) de différer dans l'immédiat la soumission de cette proposition d'amendement devant la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes,
- c) de poursuivre son travail de réflexion et d'analyse sur cette proposition d'amendement dans le cadre de son Programme de travail pendant le prochain Biennium 2012-2013.

9. Adoption du rapport biennal sur les activités menées par le Comité de respect des obligations pendant l'exercice Biennal 2010-2011

Le Comité décide d'adopter le projet de rapport d'activités avec les amendements suivants :

- a) Par 8 : suppression de la référence aux rapports 2008-2009,
- b) Par 9 : suppression des termes « dès maintenant »,
- c) Par 10 : ajouter après quatrième les termes « et cinquième réunion » ; actualiser la date de référence,
- d) Par 21 : remplacer les termes « Le Président propose » par « le Comité propose »,
- e) Par 21 : préciser : « Le Comité a analysé et proposé la modification du Paragraphe 6 »,
- f) Par 29 : préciser « Ces amendements seront soumis pour examen et adoption à la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes ».

Le rapport sur les activités du Comité de respect des obligations concernant les mesures préconisées par celui-ci, conformément à la Section VII des Procédures et Mécanismes de respect des obligations, sera présenté par son Président directement à la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes.

Annexe IV

Rapports nationaux soumis au titre de l'Article 26 de la Convention de Barcelone À la date du 11 janvier 2012

No	Parties contractantes	Biennum 2002-2003	Biennum 2004-2005	Biennum 2006-2007	Biennum 2008-2009
1	Albanie	•	•	•	
2	Algérie	•	•		• ⁽¹⁾
3	Bosnie&Herzégovine	•	•	•	•
4	Chypre	•			•
5	Croatie	•	•	•	•
6	CE	•	•	•	•
7	Égypte		•		•
8	Espagne	•	•	•	•
9	France	•	•	•	•
10	Grèce	•	•	•	•
11	Israël	•	•	•	•
12	Italie	•	•		•
13	Liban				
14	Libye	•		•	
15	Malte		•		
16	Maroc	•	•	•	•
17	Monaco	•	•	•	•
18	Monténégro	•		•	
19	Slovénie	•	•	•	
20	Syrie	•	•	•	•
21	Tunisie	•			•
22	Turquie	•	•	•	•
Total des rapports soumis par biennum		19	17	15	16 ⁽²⁾

(1) CB + 2 Protocoles

(2) Rapport en attente (Monténégro)

Annexe V

Projet de Décision

relative au Comité de respect des obligations: modification des Procédures et mécanismes de respect des obligations, Programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013 et renouvellement partiel des membres

La Dix-septième réunion des Parties contractantes,

Rappelant les articles 18 et 27 de la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée, telle que modifiée en 1995, ci-après dénommée « la Convention de Barcelone »,

Rappelant la décision IG 17/ 2 de la Quinzième réunion des Parties contractantes par laquelle celles-ci ont adopté en 2008 les Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles, ci-après dénommés « Procédures et mécanismes de respect des obligations », notamment ses paragraphes 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 35,

Rappelant la décision IG 19/1 de la Seizième Réunion des Parties contractantes par laquelle celles-ci ont adopté le Règlement intérieur du Comité de respect des obligations,

Ayant pris connaissance du rapport d'activité du Comité de respect des obligations, présenté par son Président à la réunion des Parties contractantes conformément à la section VI de la décision IG 17/2 pour l'exercice biennal 2010-2011,

Soulignant que le Comité de respect des obligations a pour rôle de conseiller et d'aider les Parties contractantes à mettre en œuvre ses recommandations ainsi que celles des réunions des Parties contractantes, afin de les aider à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles et, en général, de faciliter, promouvoir, suivre et garantir ce respect,

Prenant acte avec satisfaction de l'exécution par le Comité de respect des obligations, au cours de ses deux réunions, de son programme de travail pendant la période couverte par le rapport,

Prenant en considération le Programme de travail proposé par le Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2012-2013,

Insistant sur la nécessité pour les Parties contractantes de s'acquitter dans les délais requis de leurs obligations de rapport en utilisant le formulaire de rapport normalisé disponible en ligne sur les mesures prises en application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles pendant l'exercice biennal 2010-2011, ainsi que des décisions de la réunion des Parties contractantes,

Prenant note de la décision du Comité de respect des obligations de proposer la modification du paragraphe 6 de l'annexe II à la décision IG.17/2 relative aux Procédures et mécanismes de respect des obligations afin de permettre à ses membres d'exercer un deuxième mandat consécutif,

Encourage les Parties contractantes à soumettre à l'examen du Comité de respect des obligations leurs éventuelles difficultés d'application ou d'interprétation des dispositions de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles;

Appelle instamment les Parties contractantes qui ne l'ont pas fait à présenter, dès que possible, leurs rapports sur l'application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles;

Demande aux composantes du PAM d'apporter au Comité toutes les informations utiles pour l'aider à exercer ses activités;

Demande au Comité de respect des obligations, conformément au paragraphe 17, alinéa b) des Procédures et mécanismes de respect des obligations, d'examiner les questions générales liées au respect des obligations, notamment les problèmes récurrents de non-respect desdites obligations;

Prend note avec satisfaction des deux brochures-guide relatives aux Procédures et mécanismes de respect des obligations approuvées par la décision IG. 17/2, qui figurent dans le document UNEP(DEPI)/MED WG 363/Inf.16 et ont été établies par le Comité de respect des obligations à l'intention des Parties contractantes et du public, respectivement;

Demande au Comité de respect des obligations, conformément au paragraphe 31 des Procédures et mécanismes de respect des obligations, de soumettre à la Dix-huitième Réunion des Parties contractantes un rapport sur ses activités, portant notamment sur les difficultés rencontrées dans l'application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles;

Approuve la proposition du Comité de respect des obligations de modifier le paragraphe 6 de l'annexe à la décision IG.17/2 relative aux Procédures et mécanismes de respect des obligations, dont le texte figure à l'annexe I de la présente décision;

Elit et/ou reconduit au Comité de respect des obligations, à partir d'une liste de candidats sélectionnés par les Parties contractantes, les membres et membres suppléants dont les noms figurent à l'annexe II de la présente décision, conformément à la décision IG 17/2 relative aux Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles;

Adopte le Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2012-2013, figurant à l'annexe III de la présente décision.

Annexe I

Décision IG 17/2 modifiée relative aux Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles.

I. Comité de respect des obligations

Le paragraphe 6 des Procédures et mécanismes de respect des obligations est modifié comme suit :

6. Les membres et les suppléants ne peuvent siéger au Comité plus de deux mandats consécutifs.

Annexe II

Membres titulaires et membres suppléants du Comité de respect des obligations élus/renouvelés par la Dix septième réunion des Parties contractantes

Groupe I – Parties contractantes du sud et de l'est de la Méditerranée : Algérie, Egypte. Liban. Libye, Maroc, Syrie et Tunisie

- M. (Mme)....., en qualité de membre titulaire pour un mandat de quatre ans
- M. (Mme)..... ; en qualité de membre titulaire pour un mandat de quatre ans

Groupe II - Parties contractantes à la Convention de Barcelone, membres de l'Union européenne : Chypre, Grèce, France, Italie, Malte, Slovénie, Espagne et Union européenne

- M. (Mme), en qualité de membre titulaire pour un mandat de quatre ans
- M. (Mme), en qualité de membre titulaire pour un mandat de quatre ans
- M. (Mme), en qualité de membre suppléant pour un mandat de quatre ans
- M. (Mme), en qualité de membre suppléant pour un mandat de quatre ans

Groupe III – Autres Parties contractantes : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Israël, Monaco, Monténégro et Turquie

- M. (Mme), en qualité de membre titulaire pour un mandat de quatre ans
- M. (Mme), en qualité de membre suppléant pour un mandat de quatre ans

Annexe III

Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2012-2013 adopté à la Cinquième réunion du Comité de respect des obligations

Le Comité de respect des obligations a convenu d'exécuter les activités suivantes au cours de l'exercice biennal 2012-2013 selon les modalités suivantes :

- a) Convocation d'une réunion ordinaire par an du Comité de respect des obligations. Une seconde réunion peut être organisée, si nécessaire sous réserve de disponibilité des fonds,
- b) Participation des membres et membres suppléants du Comité de respect des obligations, des représentants des Parties contractantes concernées et le cas échéant d'observateurs aux réunions du Comité de respect des obligations, conformément au règlement intérieur,
- c) Donner des avis et le cas échéant, apporter une assistance aux Parties contractantes concernées en application du paragraphe 32, alinéas a) et b) des Procédures et mécanismes de respect des obligations.

Le Comité de respect des obligations est convenu d'aborder les questions suivantes :

- a) évaluation des saisines éventuelles effectuées par les Parties contractantes conformément aux paragraphes 18 et 19 des Procédures et mécanismes de respect des obligations;
- b) analyse des questions générales de non-respect, en application des Procédures et mécanismes de respect des obligations, sur la base des rapports nationaux soumis par les Parties contractantes au cours de l'exercice biennal 2008-2009;
- c) évaluation des questions renvoyées au Comité par le Secrétariat conformément au paragraphe 23 des Procédures et mécanismes de respect des obligations le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles;
- d) analyse des questions thématiques demandées par la réunion des Parties contractantes en application du paragraphe 17, alinéa c) des Procédures et mécanismes de respect des obligations, y compris l'examen approfondi des questions soulevées par les composantes du PAM sur l'application des Protocoles;
- e) analyse de toute proposition visant à renforcer le rôle du Comité de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles;
- f) examen des difficultés d'interprétation possibles des dispositions du Protocole pour les prendre en considération lors de la Conférence des Parties contractantes;
- g) élaboration et adoption du rapport et des recommandations du Comité de respect des obligations pour soumission à la Dix-huitième réunion des Parties contractantes.



United Nations Environment Programme



UNEP(DEPI)/MED Compliance Committee 4/7
13 October 2011

English
Original: French



MEDITERRANEAN ACTION PLAN

Fourth meeting of the Compliance Committee
Athens, Greece, 5 and 6 July 2011

REPORT OF THE FOURTH MEETING OF THE COMPLIANCE COMMITTEE

Introduction

1. The Compliance Committee held its 4th meeting in the offices of the Coordinating Unit in Athens (Greece) on 5 and 6 July 2011.

Participation

2. The following regular and alternate members of the Committee participated in the meeting: Mr. Hawash Shahin, Ms. Daniela Addis, Mr. Nicos Georgiades, Mr. Osman Atilla Arian, Mr. Louis Vella, Mr. Larbi Sbai, Ms. Selma Cengic and Mr. Novak Cadjenovic.

3. The Coordinating Unit was represented by Ms. Maria Luisa Mejias, Executive Secretary and Coordinator of the Barcelona Convention, and Mr. Didier Guiffault, Legal Adviser.

4. The list of participants is attached as **Annex I** to the present report.

Agenda item 1: Opening of the meeting

5. Ms. Maria Luisa Mejias, Executive Secretary and Coordinator of the Barcelona Convention, opened the meeting and welcomed the new members elected at the 16th Meeting of the Contracting Parties in 2009. She introduced Mr. Didier Guiffault, Doctor of Law, official in the French Ministry responsible for ecology, former Chair of the Compliance Committee, who had joined the MAP Coordinating Unit as Legal Adviser.

6. Ms. Maria Luisa Mejias first of all emphasized that the Compliance Committee was a new body in the Barcelona institutional system, created by Decision IG.17/2 adopted by the 15th Meeting of the Contracting Parties. The procedural phase having been completed, the Committee would have to deal with important work that was entering upon a more substantive stage, particularly as all the Protocols had come into force. She recalled that the Compliance Committee's role was not a punitive one but, on the contrary, it played a facilitating role for the Contracting Parties, helping them to implement the provisions of the Barcelona Convention and its Protocols. Consequently, it was important for the new Committee gradually to establish its credibility vis-à-vis all the Barcelona Convention's actors in a constructive manner. She also stressed that among the Committee's most important tools were the national biennial reports sent in by the Contracting Parties on implementation of the Barcelona Convention and its Protocols. However, few reports had been submitted so far and it had to be asked how the Committee could best help those Contracting Parties at fault to meet their reporting commitments. The Coordinator underlined the importance of the Committee's power of initiative which, through recommendations, could contribute towards improving implementation of the Barcelona Convention and its Protocols, both in relation to general or individual issues. She also laid stress on the importance of relations between the Committee and the Secretariat and, more broadly, on the form of the relationship to be established by the Committee with the Regional Activity Centres (RACs), through the Secretariat. In conclusion, the Coordinator pointed out that there were many important issues on the meeting's agenda and she was certain that, with the legal expertise of the members at the meeting, the Committee would be able to meet the various challenges.

7. Mr. Didier Guiffault, Legal Adviser to the Coordinating Unit, expressed to members of the Committee his satisfaction at being able to place his legal expertise at the service of MAP. He did not see his new role within the Secretariat as a break with his former responsibilities as Chair of the Compliance Committee, but quite the contrary as a continuation because it was true that the ambition shared by the Committee and its Secretariat was to ensure that the Committee occupied its rightful place in the Barcelona

institutional system. He added that, with the adoption of its Rules of Procedure in 2009, the Compliance Committee was henceforward ready to operate and, in close cooperation with the Secretariat and coordinating fully with the Contracting Parties, to make a constructive contribution to the effective implementation of the Barcelona Convention and its Protocols, in a climate of trust. In that connection, he assured the Committee's future Chair that he could count on his whole-hearted support and his experience in order to achieve that objective.

Agenda item 2: Election of the Chair and Vice-Chairs

8. Following consultations conducted by the Secretariat, the Compliance Committee, pursuant to Article 6 of its Rules of Procedure, elected Mr. Larbi Sbai as Chair and Mr. Nicos Georgiades and Mr. Osman Atilla Arikan as Vice-Chairs for a term of two years.

9. Mr. Sbai thanked the members of the Committee for their confidence and expressed the hope that he would be up to the task facing him in view of the Committee's heavy programme of work. He underlined the importance of completing its work in consultation and in a spirit of mutual cooperation and respect. He pointed out that the Committee had a very sensitive task and that its action would require a great deal of tact and diplomacy so he counted on the Secretariat's support for the Committee's work.

10. The Chair introduced the solemn written oath which had to be signed by new members, in accordance with Rule 13 of the Rules of Procedure. Subsequently, the Secretariat distributed the document to the six new members for their signature and they were given copies of the solemn oath signed.

11. The Chair proposed that the Secretariat be appointed rapporteur of the meeting and the Secretariat agreed to the proposal.

Agenda item 3: Adoption of the provisional agenda and organization of work

12. The meeting adopted the agenda and annotated agenda contained in documents UNEP(DEPI)/MED Compliance Committee 4/1 and 4/2, respectively. The agenda is attached as **Annex II** to the present report.

13. One member congratulated the new Chair on his election and thanked the Coordinating Unit for the assistance given to the Committee. This member pointed out that Rule 9 of the Rules of Procedure provided that the provisional agenda and the annotated agenda for each meeting, the draft report of the previous meeting and other working and supporting documents should be sent out at least six weeks prior to the Committee's meeting. She expected that the Rule would be observed for the next meeting, also requesting the Secretariat to circulate the working documents on Word format other than PDF.

14. The same member also asked whether, as the two members nominated by Greece and Croatia no longer sat on the Committee, Rule 10 of the Rules of Procedure would apply. The Secretariat replied in the affirmative, indicating that when a member of the Committee resigned, it was up to the Contracting Parties to appoint a new candidate. The Secretariat referred, in particular, to Rule 10.3 of the Committee's Rules of Procedure, which provided that when a member or alternate member resigned or was otherwise unable to complete the assigned term, the Committee requested the Secretariat to initiate the replacement procedure in order to ensure the election of a new regular or alternate member for the remainder of the term. The Secretariat pointed out that the terms of the two members in question expired in 2011 and it would contact them in order to envisage the measures to be taken.

15. The meeting agreed that there was a quorum of 7 members, the Italian alternate member serving as member ad interim, in place of the Greek member (in accordance with Rule 11.4 of Decision IG 19/1); and the Maltese alternate member serving as member, in place of the Egyptian member (in accordance with Rule 11.3 of Decision IG 19/1).

Agenda item 4: Preparation of a draft leaflet on compliance procedures and mechanisms within the framework of the Barcelona Convention and its Protocols

16. The Secretariat recalled that the principle of publishing a draft leaflet as a guide had been decided at the 2nd meeting of the Compliance Committee in March 2009. The draft had been adopted by the 16th Meeting of the Contracting Parties and formed part of the Committee's work programme for the 2010-2011 biennium. The draft leaflet had two components: firstly, a leaflet as a guide for Contracting Parties; and secondly, a leaflet as a guide for the general public. At that meeting, the Committee had decided to give priority to preparing a leaflet for the Contracting Parties, to be published in Arabic, English and French.

17. The Secretariat emphasized that the purpose of the draft was to make the Committee's activities and modes of functioning more visible, defining its exact role within the Barcelona institutional system, especially in facilitating and assisting implementation of the Barcelona Convention and its Protocols by the Contracting Parties. The draft leaflet before the Committee was an amended version of the original draft. The new draft was more concise, didactic and user-friendly, based on the major axes laid down in the Procedures and mechanisms on compliance.

18. With a view to its adoption by the 17th Meeting of the Contracting Parties, the Secretariat proposed to the Committee that an intersessional working group be asked to incorporate the amendments and additional text needed.

19. The meeting made some amendments to the draft leaflet: One member proposed that a heading be added to paragraph 1 referring to Decisions IG.17/2 and IG.19/1, which defined the statutory bases for the Compliance Committee. In particular, she proposed to refer as a chapeau the incipit of Document 4/6. Moreover, she proposed that the word "limited" in paragraph 3 be replaced by the word "operational". The Chair proposed the word "composite". The meeting decided to adopt the word "operational".

20. One member, supported by two other members, proposed that there should be no reference to differences among countries in paragraph 2 and elsewhere and that the words "in particular developing countries" be deleted. The meeting approved the proposal.

21. One member wondered whether non-governmental organizations (NGOs) were entitled to bring matters to the Committee's attention. The Chair replied that there was no provision for such a procedure in Decision IG.17/2. In that connection, he indicated that MAP worked closely with NGOs, which had an opportunity to express their views at Meetings of the Contracting Parties. In his view, the Decision had to be observed and in the "start-up" phase of implementation of the compliance mechanism, it was not for the time being appropriate for the Committee to be open to other participants.

22. One member wondered whether a leaflet as a guide for the public was either useful or justified as the public did not have the possibility of referring matters to the Committee. If the public did not have such a right, he did not see to whom the leaflet could be addressed. This member recommended that the focus be on the preparation of a leaflet as a guide for the Contracting Parties.

23. One member proposed to the Committee that, in order to be consistent with the words “alternate members”, the word “regular” should be added before the word “members”. The Committee accepted the proposal.

24. The Chair returned to the question of participation by civil society in the compliance mechanism. He reiterated the ways in which issues could be referred to the Committee, namely, self-trigger, Party to Party trigger and, lastly, referral by the Secretariat. The Committee could not ignore those strict rules for referral, although the debate had not been closed and the Committee could return to the question at a later stage.

25. One member pointed out that, if NGOs were allowed to refer matters to the Committee, the latter ran the risk of being overwhelmed by a large number of referrals, which would place a heavy burden of work on members of the Committee.

26. One member considered it likely that the Compliance Committee would never receive a referral from a Contracting Party and that was one of the major weaknesses in evaluating the reporting procedure.

27. One member considered that the preparation of two separate leaflets as guides was a good idea. The leaflet for the public would allow the latter to gain a better understanding of the tools of the Barcelona Convention. This member suggested that the question of participation by the public be the subject of a recommendation by the Committee to the Meeting of the Contracting Parties.

28. The Chair saw no objection because he considered that the Committee was fully empowered to propose amendments to the provisions on Procedures and mechanisms on compliance, in the form of recommendations, particularly as regards the possibility that NGOs refer matters to the Compliance Committee, but it was the responsibility of the Contracting Parties to amend Decision IG.17/2 if necessary.

29. The Secretariat emphasized that the question of referral to the Committee by an NGO remained open. On the basis of paragraphs 32 and 35 of the Procedures and mechanisms, the Committee could recommend such a proposal to the Meeting of Contracting Parties in order to enhance the effectiveness of the compliance mechanism.

30. One member spoke in favour of the principle of two leaflets.

31. In the section entitled “Why refer a matter to the Committee?”, one member proposed that the words “and the difficulties faced cannot be overcome” be added to the 3rd case.

32. One member wondered how the Committee would take a decision when there was no consensus.

33. One member drew attention to a contradiction between paragraph 16 of Decision IG.17/2 and the draft leaflet. He also questioned the reference in paragraph 2 of the section “How does the Committee intervene?” to six members present and voting needed for decisions by the Committee if consensus could not be reached. Paragraph 16 of the Procedures and mechanisms on compliance did not make reference to such a figure. In reply, the Secretariat explained that it only appeared to be a contradiction because the number of six members voting did indeed appear in Rule 21 of Decision IG.19/1 containing the Committee’s Rules of Procedure. Another member, in order to facilitate the work, asked the Secretariat to summarize the characteristics and differences between Decision IG.17/2 on Procedures and mechanisms on compliance and IG.19/1 on Rules of Procedure, adopted in 2008 and 2009, respectively, to be circulated as supporting documents, as well as the

reports of previous Committee's meetings. This member also proposed that the Rules of Procedure for Meetings of the Parties to the Barcelona Convention be placed on the MAP's website.

34. The Chair supported the proposal made by the member to circulate the Decisions and to include a specific paragraph on the role of the Secretariat in the draft leaflet. The Secretariat also supported the proposal, underlining the need to recall the special nature of the power of initiative given to the Secretariat in paragraph 23 of Decision IG.17/2.

35. With regard to paragraph c of the bullet "A transparent and participatory procedure", one member proposed to add the words "in accordance with the Rules of Procedure set out in Decision IG.17/2, and in particular the principle of due process". The Committee accepted the proposal.

36. With regard to the section in the draft leaflet on "What measures can the Committee take?", members of the Committee wondered about the meaning of the words "advice and assistance". One member considered that the Committee should not and could not provide direct assistance. In another member's view, the reference to assistance should be accompanied by examples. A third member proposed alternative wording: "facilitate interpretation of the provisions of the Barcelona Convention and its Protocols". The Secretariat pointed out that the words "provide advice" and "facilitate assistance" appeared in paragraph 32 of the Procedures and mechanisms on compliance. The Chair expressed support to the Secretariat, indicating that the Committee's competence in matters of advice and assistance had been recognized in Decision IG.17/2 and therefore should not be removed.

37. One member considered it advisable not to include everything in the leaflet, otherwise it would become too complex.

38. One member requested the deletion of the reference to developing countries in the last paragraph in the section "What measures can the Meeting of Contracting Parties take?" and elsewhere. The Committee adopted the proposal.

39. The Committee decided to add a new paragraph on the role of the Secretariat as regards the Compliance Committee.

40. The Chair proposed that the Committee set up a subgroup to prepare a first draft of the leaflet. He requested the Secretariat to have the draft leaflet for the Contracting Parties translated into the four official languages of the Barcelona Convention. The two draft leaflets would be sent to members of the Committee as soon as possible and discussed at its next meeting.

Agenda item 5: Proposed minimum measures to achieve compliance with the Barcelona Convention and its Protocols – Consideration of general non-compliance issues

41. The Secretariat introduced working document UNEP(DEPI)/MED Compliance Committee 4/4, which related to item (d) of the Committee's work programme. The agenda item was to a large extent linked to agenda item 6, which dealt with the status of compliance by the Contracting Parties with the reporting requirement in Article 26 of the Barcelona Convention. The basic question was to determine what were the objective criteria to enable verification of whether or not a Contracting Party had met its commitments under the Barcelona Convention and its Protocols. The Secretariat mentioned the study conducted by

the consultant Gerhardt Loibl (document UNEP(DEPI)/MED Compliance Committee 3/3). The study was enlightening because it underlined two aspects of compliance: it distinguished between formal compliance, on the one hand, i.e. the identification of the legal measures taken by a Party in its internal legislation for the purpose of implementing a particular provision of the Barcelona Convention or its Protocols, and substantive compliance, on the other, which concerned the practical application of a provision to specific cases.

42. The main conclusion reached in the study was that the Committee should essentially focus in the first instance on formal compliance with provisions. Accordingly, the consultant had identified which articles in the Protocols called for the implementation of specific legislative or administrative measures needed for compliance with those Protocols. At its 3rd meeting, the Committee had approved the study's conclusions, underlining the interest of its operational method.

43. So far, the Secretariat had received eight reports (Morocco, the Syrian Arab Republic, Turkey, Egypt, Bosnia & Herzegovina, Greece, Italy and Croatia). By applying the criterion of formal compliance, in those eight reports the Secretariat had identified a certain number of cases of formal non-compliance by Contracting Parties relating to the implementation of several articles of the Protocols calling for specific legislative or administrative measures in their internal legislation, identified as such by the consultant in his study.

44. The Secretariat considered the situation to be a matter of concern. It was in fact clear that failure by Contracting Parties to take the formal measures needed for implementation in their internal legislation was indisputably a case of non-compliance. The Secretariat stressed that the purpose of the exercise, however, was not to award good or bad points to Contracting Parties but to understand the reasons why some of them had not formally adopted the legislative and administrative measures needed to implement the provisions in the particular Protocols.

45. An examination of the reports gave a preliminary indication of the problems likely to prevent or delay the effective adoption of measures for the formal implementation of articles in Protocols. In its assessment, the Secretariat had noted the following problems: inappropriate administrative procedures, insufficient financial resources and technical capacity, and lastly ill-adapted administrative management.

46. This finding led the Secretariat to make three remarks: firstly, the Contracting Parties mostly referred to the cumulative nature of the various problems. It would thus be interesting if the Committee could obtain a precise idea of the problems and, if possible, list them in order of importance. Secondly, the Secretariat considered that the persistence of the problems raised by the Contracting Parties was problematic in the medium term. Under those circumstances, the content of each of the problems should be carefully examined in order to provide a satisfactory solution. The Secretariat would therefore like the Committee to address that question and, through the Secretariat, ask Contracting Parties to explain in more detail the type of problems encountered. For this purpose, the Secretariat informed the Committee that it was ready to apply paragraph 23 of the Procedures and mechanisms on compliance and approach the Contracting Party concerned, identifying together with it the solutions that could be envisaged to enable the problems to be overcome.

47. The Chair endorsed the Secretariat's remarks. He indicated that in most cases the reason for the absence of a report was lack of resources and not unwillingness on the part of the Contracting Party. He referred, in particular, to insufficient financial resources, which represented a substantial handicap for developing countries. He also pointed out that some technical protocols raised problems of implementation for the Contracting Parties. That was why he considered it to be extremely useful to invite those in charge of the RACs and to ask them to identify the reasons why a particular Protocol was not being implemented, or was not

being properly implemented. The Chair returned to the question of the reporting obligation. For the 2004-2005 biennium, 16 Contracting Parties had submitted their reports, but for the 2008-2009 biennium only 8 Contracting Parties had done so. He said that if the Committee did not receive reports from all the Contracting Parties, he did not see how it could seriously do its work.

48. One member asked which Contracting Parties had submitted their reports. In order to obtain the fullest possible picture of compliance with the reporting obligation, the Chair asked the Secretariat to draw up a table of the status of compliance with the obligation by the Contracting Parties for the previous four bienniums. Another member asked that a copy of the letter sent by the Coordinator on 9 May 2011 be made available to the members of the Committee. The Secretariat circulated the letter. The Chair indicated that, if there was a downward trend in the curve showing compliance with the reporting obligation that needed to be mentioned in the Committee's report to the Meeting of the Contracting Parties. One member supported the suggestion, pointing out that the Committee needed statistics on compliance with the reporting obligation and the table responded positively to the need for information.

49. One member asked whether the Coordinator's letter of 9 May 2011 had been sent in accordance with paragraph 23 of the Procedures and mechanisms. If that was not the case, she asked when the paragraph would be applied. She emphasized in that respect that the Committee should without delay use the tools given to it in order to work on issues of non-compliance. In reply, the Chair said that progress had to be made step by step, gradually. He therefore proposed that the Ministers in charge of the Focal Points be informed, and subsequently the Ministers of Foreign Affairs, in order to make them aware of the need to implement Article 26 of the Barcelona Convention.

50. The same member reiterated that, if a Party did not comply with its reporting obligation, the Secretariat was authorized to send a letter to the Contracting Party concerned in order to enquire into the problems it was encountering.

51. The Secretariat emphasized that Decision IG.19/1 already authorized the Committee to deal with cases of non-compliance and that paragraph 23 of Decision IG.17/2 authorized the Secretariat to approach a Contracting Party at fault in order to identify the problems it was facing and to find solutions to resolve cases of non-compliance. The Secretariat therefore considered that the Committee had the relevant procedural tools to intervene without having to seek the "blessing" of the Meeting of the Contracting Parties beforehand.

52. The Secretariat briefly introduced document UNEP(DEPI)/MED Compliance Committee 3/3, which drew a distinction between formal compliance and substantive compliance with the obligations in the Barcelona Convention. The Chair said that the usefulness of the document was not called into question and it could serve as a guide for the Committee's future work. In the light of the conclusions of the study, it was now a question of outlining the next steps. He therefore proposed to identify which technical Protocol could be considered as the "poor relation" compared to the other Protocols, which could serve as examples. He mentioned the Land-based Sources Protocol or the Incineration-Dumping Protocol, which were difficult to implement and could serve as test cases.

53. One member supported the proposal on assistance from the RACs. He suggested that the RACs conduct a comprehensive assessment of the most "mature" Protocols. The Chair recalled that the RACs were an essential component of the Barcelona system and it was in the Committee's interest to call on them and discuss matters with such bodies working in the field. He stressed the need for the Committee to develop a listening mindset, not only vis-à-vis the RACs but also the Contracting Parties and the Secretariat, without

losing sight of the margins of its mandate regarding the questions with which it had to deal. He asked that representatives of the RACs and MED POL be invited to the Committee's next meeting and that, with a view to the meeting, document UNEP(DEPI)/MED Compliance Committee 3/3 be sent to them for their reaction and contribution. The Secretariat said that, in utilizing the expertise of the RACs to identify problems of implementation of certain Protocols, the Committee would be giving itself the practical means to respond to the demands of Contracting Parties.

54. One member, supported by another member, proposed that the RACs concerned make written comments on working document UNEP(DEPI)/MED Compliance Committee 3/3, focusing in particular on identifying weaknesses in the implementation of the Protocols.

55. The Secretariat explained the table showing the status of implementation of the reporting obligations for the past three biennium. In general, it showed a deterioration in compliance with the obligations in as much as there had been 17 reports for the 2004-2005 biennium, 15 for the 2006-2007 biennium, and 8 so far for the 2008-2009 biennium, although for the latter biennium other reports should reach the Secretariat before the Committee's next meeting. The Secretariat said that an analysis of the table highlighted contrasting results: six Contracting Parties had sent in their reports for the three biennium, three Contracting Parties had not sent in any reports, three Contracting Parties had sent one report, and the remainder (nine Contracting Parties) had only submitted two reports for the past three biennium.

56. One member thanked the Secretariat for the table, but asked that its format be changed, adding a fourth column in order to have a comprehensive picture of the status of the reporting obligation for all Contracting Parties. He would also like to see an evaluation of the reporting situation for each Protocol, together with a more detailed analysis of the situation from the formal compliance standpoint.

57. One member asked what was meant by "clear information" given by the Contracting Parties, as stated in document UNEP(DEPI)/MED Compliance Committee 4/5. She also noted that several Contracting Parties had not submitted a report for the 2006-2007 biennium and asked whether the Committee was empowered to seek explanations for the reasons that had led Contracting Parties not to submit a report for that biennium.

58. One member said that many of the obligations in the Protocols had already been transposed into Contracting Parties' national legislation. The Chair pointed out that, in the reporting format, there was a reference to all the Protocols. Regarding the table, he asked the Secretariat to verify whether there was a first 2003-2004 biennium, and if that was the case to include it in the table.

59. The Secretariat said that it was fully in favour of the proposals made to improve the format of the table. He wished to know whether the table would be attached to the report of the Compliance Committee to be submitted to the next Meeting of the Contracting Parties. One member supported by another member, thought it opportune to delay a decision on the question until the Committee's next meeting. The Chair spoke in favour of the suggestion. The first member proposed that the table be attached to the letter to be sent by the Coordinator to Ministers responsible for the Focal Points of the Contracting Parties. The Committee also agreed to that proposal.

60. The Chair asked the Secretariat to prepare a table summarizing the status of signatures and ratifications of the Barcelona Convention and its Protocols by the Contracting Parties. The Secretariat said that it had such a document, updated to 13 May 2011 and circulated it to members of the Committee.

61. One member asked what the Committee intended to do with regard to the Contracting Parties that had not submitted any report. She drew attention to a problem of information in the reporting format, particularly in Parts 4, 5 and 6, which concerned the implementation of legislation, an area that involved many ministries. She suggested that the RACs assist in consideration of ways of improving the quality of reports. In the Chair's view, the main question was effectively the credibility of the reports and the way in which they were prepared. It was necessary to verify whether the provisions in the Barcelona Convention and its Protocols were sufficiently dynamic to incite Contracting Parties to comply with their reporting obligation. He proposed that the Committee take up that issue at its next meeting and, for that purpose, members be given copies of the national reports.

62. Regarding the proposal to send a stronger individual letter to make Contracting Parties at fault aware of their reporting obligation, the Committee considered that the Secretariat should send it, bearing in mind that there are at least three different situations: (i) Parties which have never transmitted reports (1 Party) or that have transmitted only one (3 Parties); (ii) Parties which have not transmitted the Report for the 2008-2009 biennium but which have transmitted the previous Report for the 2006-2007 biennium (9 Parties); (iii) Parties which have transmitted the Report for the 2008-2009 biennium, but in which are identified cases of formal non-compliance by Contracting Parties relating to the implementation of several articles of the Protocols calling for specific legislative or administrative measures in their internal legislation. Consideration should also be paid to the level of completeness of the reports submitted. The Chair requested that the letter make reference to the Committee's work and that copies be given to all the Committee's members. The Secretariat said that it would make the necessary arrangements to send the letter to the Contracting Parties as soon as possible.

Agenda item 6: Status of implementation of Article 26 of the Barcelona Convention and its Protocols during the 2008-2009 biennium

63. The Chair recalled that, pursuant to Decision IG.17/2, the most interesting referrals would be those by one or more Contracting Parties. A second option is referral to the Committee by the Secretariat on the basis of national reports. It was the Secretariat's role to provide the Committee with the elements of information or assessment that had to be examined such as advice or points of view, the Committee remaining independent to decide, in the last resort, on the basis of the national reports. He emphasized that Article 26 had been added to the Barcelona Convention in 1995, and that it only gradually became a habit to report. Nevertheless, the Compliance Committee was an independent creation of the Contracting Parties and they must henceforward assume their responsibilities. It was true that it took some time for habits to change so the Chair called for patience, but perseverance as well.

64. One member wanted to know whether the letter to be sent by the Secretariat to Ministers would be pursuant to paragraph 23 of Decision IG.17/2, which provided for such a notification. She asked whether the Committee envisaged fulfilling the mandate given to it by the 16th Meeting of the Contracting Parties in Decision IG.19/1 to examine cases of non-compliance.

65. The Secretariat recalled the tenor of paragraph 23 of Decision IG.17/2 and indicated that the reminder to be sent by the Secretariat could validly be considered a notification to the Contracting Party within the meaning of the paragraph.

66. One member considered that sending the notification letter immediately was premature and it would be better to await the next meeting of the Committee before deciding

to move further ahead. The Chair said it was necessary to assess the consequences of such a notification before taking any decision and also proposed that the matter be deferred until the Committee's next meeting. He asked that the reminder be sent by the Secretariat the following week and that it mention the Committee's work at the present meeting.

67. The Secretariat welcomed the Committee's decision to postpone sending a notification letter to the Contracting Parties for the time being. Nevertheless, he believed that sending such a letter could not be deferred too long if the serious situation regarding reporting persisted or worsened. It was still important to wait, but when the time came the Secretariat would assume its responsibilities to the full, applying paragraph 23 of the Procedures and mechanisms on compliance appropriately.

Agenda item 7: Preparation of the Compliance Committee's programme of work for the 2012-2013 biennium

68. The Secretariat introduced the draft programme of work for 2012-2013, which continued along the same lines as the previous programme of work for the 2010-2011 biennium. It maintains several activities which constituted the hard core of the Compliance Committee's functions, namely, consideration of any referrals by Contracting Parties; possible matters referred to the Committee by the Secretariat; and, lastly, preparation and adoption of the Committee's report and recommendations. Another component of the programme was the preparation of a draft leaflet as a guide for the public. It was the second stage of the draft leaflet project adopted at the Committee's 2nd meeting and would complement the leaflet intended for the Contracting Parties.

69. The Secretariat referred to a last point concerning the examination of thematic issues, which the Contracting Parties could request the Compliance Committee to undertake pursuant to paragraph 17(c) of the Procedures and mechanisms on compliance. The Secretariat considered that, at the Committee's apprenticeship or running-in stage, it could make constructive use of paragraphs 17(b) and (c) of the Procedures and mechanisms in a dual sense. Firstly, as suggested in its report to the 16th Meeting of the Contracting Parties, the Committee could, on the basis of paragraph 17(b), seek the agreement of the Contracting Parties to undertake enquiries among those Contracting Parties that were facing problems in preparing their reports in order to ensure that they did not place themselves in a situation of formal non-compliance. The Secretariat suggested that, pursuant to the paragraph, the Committee approach the Meeting of the Parties to undertake an in-depth examination of the issue, in coordination with the Parties and the Secretariat. Secondly, the Secretariat referred to paragraph 17(c), which allowed the Committee to obtain the Contracting Parties' agreement to consider any horizontal thematic issue concerning the implementation of the Convention and the Protocols. As an example, the Secretariat suggested that, on the basis of that paragraph, the Committee could submit to the 17th Meeting of the Contracting Parties a proposal to study the establishment of specially protected marine areas in the Mediterranean (SPAMIs).

70. One member said that he could easily accept examining thematic issues, but it appeared a delicate matter to ask the Committee to take the initiative of selecting any thematic issue before the RACs expressed their views. He also pointed out that, of the six items in the draft programme of work, three were theoretical and the Committee should rather focus on examining compliance and reporting procedures.

71. The Chair expressed considerable reticence regarding the idea that the Committee request the Meeting of the Parties to entrust it with dealing with the question of SPAMIs. It was a case of "putting the horse before the cart". Only the Meeting of the Contracting Parties could provide the appropriate follow-up to bullet 5.

72. One member considered that the question of the SPAMIs was only one example among many and she saw no problem in keeping or removing bullet 5 from the draft programme of work. In her view, the essential question was to determine whether the Committee really wanted to refer this matter to the Meeting of the Contracting Parties or not. In the short term, she suggested that bullet 5 be retained and that the question be taken up again at the Committee's next meeting. Another member endorsed the proposal and the Chair asked the Committee to retain bullet 5.

73. The Secretariat considered that the Committee was close to a provisional consensus on keeping bullet 5. It indicated that it would be up to the Committee to take a final decision on the matter. If the Committee decided to maintain the bullet, in its report on its activities it should suggest what might be the issues which the Meeting of the Contracting Parties could ask it to examine.

74. One member, supported by two other members, proposed that all references to the dates of the biennium be deleted from bullets 2 and 4. The Secretariat was not, a priori, contrary to the deletion, but pointed out that it would result in the Committee examining national reports for biennium prior to 2010-2011. This member also proposed replacing the words "... on the problems related to implementing the Convention and its Protocols" by "on possible difficulties". The Committee agreed to the proposals.

Agenda item 8: Any other business

75. The Chair submitted for the members' consideration a proposal to introduce an amendment to the Barcelona Convention in the form of an additional article intended to define the role and functions of the Compliance Committee. In support of the proposal, the Chair pointed out that the introduction of a new article into the Barcelona Convention specifically dealing with the Committee would enable it to be given the place it warranted in the Barcelona institutional system, on the same footing as other bodies such as the Bureau or the Secretariat of the Barcelona Convention.

76. One member, supported by another member, considered the proposal to be an interesting one in principle but that it required in-depth examination. In that connection, he regretted that the matter appeared under "Any other business". Accordingly, he proposed that it be discussed as the main item at the Committee's next meeting.

77. One member queried the justification for such a proposal at a time when the Committee had not yet really started to work and shown its added value.. While expressing a reservation on the proposal, he agreed that it should be considered at the Committee's next meeting. Supported by two other members, this member requested that a relevant written proposal is prepared and circulated before the next meeting.

78. The Secretariat expressed a reservation on the proposal, emphasizing that the Barcelona Convention was a framework agreement that did not refer in detail to such complex mechanisms as the submission of reports (Article 26) of the Convention or compliance (Article 27). On the latter point, the Secretariat recalled that Article 27 specified that the Meeting of the Contracting Parties recommended the necessary steps to bring about full compliance with the Convention and the Protocols. For the Secretariat, Decisions IG.17/2 and IG.19/1 clearly met that requirement by defining all aspects of the structure and methods for the functioning of the Procedures and mechanisms on compliance. The Secretariat therefore recommended that the proposal be studied extremely carefully because, in addition to its symbolic scope, it also appeared to be premature. The

Secretariat nevertheless agreed to prepare a working document for examination at the Committee's next meeting.

79. The Chair noted that members of the Committee accepted the principle of considering the proposal, which would be the subject of in-depth discussion at the next meeting on the basis of the working document.

80. The Chair put another proposal for amendment to the members of the Committee concerning the Committee's Rules of Procedure. He said that he would subsequently transmit his proposals on the content of the amendment to members of the Committee. The Secretariat took note of the proposal and, in that connection, recalled that, pursuant to Rule 32 of the Committee's Rules of Procedure, all amendments to the Rules had to be adopted by the Compliance Committee by consensus and transmitted to the Bureau for examination and adoption, subject to approval by the Meeting of the Contracting Parties. The Secretariat asked whether the proposals to amend the Rules of Procedure would be examined at the Committee's next meeting. The Chair replied in the affirmative.

Agenda item 9: Adoption of conclusions and decisions

81. At the invitation of the Chair, the Secretariat verbally summarized for the Coordinator the conclusions and decisions adopted by the Compliance Committee at the conclusion of its meeting. The Secretariat recalled the conclusions and decisions, which are attached as **Annex III** to the present report. The draft conclusions and decisions would be sent to members of the Committee for examination. The draft report of the meeting would also be sent to members for subsequent final adoption.

82. The Coordinator thanked the members of the Committee for the intensive and constructive discussions that had taken place over the two days. She recalled that the Compliance Committee was an important body in the Barcelona institutional system. She said that compliance by the Contracting Parties with the obligation to submit reports remained a matter of great concern when one saw that so far only one third of the Contracting Parties had sent in their reports for the 2008-2009 biennium. She underlined the strict obligation of Contracting Parties to assume their responsibilities vis-à-vis the Committee as far as the submission of reports was concerned. She welcomed the fact that the Committee had taken the initiative to suggest inviting the Directors of the RACs and MED POL to its next meeting in order to provide concrete responses to the technical problems of implementation encountered by the Contracting Parties in respect of the Protocols. In response to a request from the Chair, she confirmed that the 5th meeting of the Compliance Committee would be held before the 17th Meeting of the Contracting Parties.

Agenda item 10: Closure of the meeting

83. Following the customary exchange of courtesies, the Chair declared the meeting closed at 4.10 p.m.

ANNEX I

LIST OF PARTICIPANTS

Membres titulaires	Membres suppléants
Mr Larbi Sbai Conseiller du Secrétaire Général du Département de la Pêche Maritime Ave. Belhassan El Ouazzani Rabat Morocco Tel : 212 537 688260 Mobile : 212 661 895656 Fax : 212 537 688299 Email : sbai@mpm.gov.ma	Ms Daniela Addis Legal Adviser Ministry of Environment Via C. Colombo 44 00147 Rome Italy Tel: +39 0 .572 23 404 E-mail: Addis.Daniela@minambiente.it
Mr Hawash Shahin Professeur à la Faculté de Droit Département de Droit International Université de Damas Damascus Syrie Tel.:+ 963 11 323 4655 Fax: +963 11 321 3939 Mob.: +963 944 270142 E-mail: hawash@scs-net.org	Mr Louis Vella Malta E-mail: louis.cvella@gmail.com
Mr Nicos Georgiades Environmental Consultant 28 Zannetou 1100 Nicosia Cyprus Tel (mobile): 357-99-479028 Fax: 357-22-780385 E-mail: nicosgeorgiades@cytanet.com.cy	Mr. Novak Cadjenovic Adviser Ministry of Spatial Planning and Environment Rimski trg 46 81000 Podgorica Montenegro Tel: +382 20 228512 Mob: +382 68404527 Fax: +382 20 234131 / 228511 Email: novak.cadjenovic@gov.me
Mr Osman Atilla Arikan Associate Professor Istanbul Technical University Environmental Engineering Department Istanbul Turkey Tel: +90 212 285 3787 Email: arikan@itu.edu.tr	
Ms Selma Cengic Executive Director Hydro-Engineering Institute S. Tomica 1 71000 Sarajevo Bosnia and Herzegovina Tel: + 387-33-207949 Fax: + 387-33-207949 E-mail: selma.cengic@heis.com.ba	

<p>PNUE/UNITE DE COORDINATION DU PLAN D’ACTION POUR LA MEDITERRANEE (PAM) UNEP/COORDINATING UNIT FOR THE MEDITERRANEAN ACTION PLAN (MAP)</p>	<p>Ms Maria Luisa Silva Mejias MAP Coordinator Tel: +30-210-7273100 (switchboard) Tel: +30-210-7273126 (direct) Fax: +30-210-7253196/7 E-mail: @unepmap.gr</p> <p>Mr Didier Guiffault Legal Officer Tel: +30-210-7273142 Fax: +30-210-7253196/7 E-mail: Didier.guiffault@unepmap.gr</p> <p>P.O. Box 18019 48, Vassileos Konstantinou Av. 116 10 Athens Greece</p>
---	---

ANNEX II

AGENDA

1. Opening of the Meeting
2. Election of the Chair and Vice-Chairs
3. Adoption of the provisional agenda and organization of work
4. Preparation of a draft leaflet on compliance procedures and mechanisms within the framework of the Barcelona Convention and its Protocols
5. Proposed minimum measures to achieve compliance with the Barcelona Convention and its Protocols
6. Status of implementation of Article 26 of the Barcelona Convention during the 2008-2009 biennium
7. Preparation of the programme of work of the Compliance Committee for the 2012-2013 biennium
8. Any other business
9. Adoption of conclusions and decisions
10. Closure of the meeting

ANNEX III

Fourth meeting of the Compliance Committee

(5 and 6 July 2011)

DRAFT CONCLUSIONS AND DECISIONS

1. Organization of the Compliance Committee's work

The 4th Meeting of the Compliance Committee:

- (a) Requests the Secretariat to convene two regular meetings of the Compliance Committee each year.
- (b) According to Decision IG 17/2, para 38, further requests the Coordinating Unit to serve as the Secretariat of the Committee, in particular to serve as Rapporteur of the meetings of the Committee and to prepare draft reports on each of the Compliance Committee's meetings to be adopted by the Committee with eventual amendments.
- (c) According to Decision IG 19/1, Rule 16 and in order to comply with the request of the 15th and 16th Meeting of the Contracting Parties to consider matters of compliance which are recurring in general manner, such as compliance problems with reporting requirements under the Barcelona Convention and its Protocols, through the Secretariat invites, where appropriate, in the Committee's meetings representatives of the Contracting Parties concerned, as well as experts of the MAP components, namely RACs and MED POL experts.
- (d) Further requests the Secretariat to change the name plates for the Compliance Committee's regular and alternate members, replacing the name of the Contracting Party from which the member comes by the name of the member concerned.

2. Draft leaflet as a guide for the Contracting Parties

The Committee considered the draft leaflet prepared as a guide for the Contracting Parties presented by the Secretariat and agreed on the following changes.

- (a) In the introductory paragraph in the bullet "Why a Compliance Committee?", include a presentation of the decisions establishing the Compliance Committee (Decision IG.17/2 on Procedures and mechanisms on compliance and Decision IG.19/1 on the Rules of Procedure), following which the Compliance Committee became an official subsidiary body of the Barcelona Convention and its Protocols and of the Meeting of Contracting Parties. Replace the phrase "First and foremost, to assist the Contracting Parties and to help them to implement the provisions in the Barcelona Convention and its Protocols. The Compliance Committee plays a facilitating role" by the following phrase "The Compliance Committee provides advice and assistance to

Contracting Parties to implement and apply the provisions of the Barcelona Convention and its Protocols”..

- (b) In subparagraph (c) in the bullet “Main features of the compliance mechanism”, delete the words “particularly developing countries”. In the bullet “What measures can the Committee take?” delete the words “particularly if it is a developing country” in the first paragraph. In the bullet “What measures can the meetings of the Contracting Parties take?” delete the words “particularly in the case of a developing country” in the last paragraph.
- (c) In the bullet “Who are the members of the Compliance Committee?”, replace the word “limited” by the word “operational” and add the word “regular” before members.
- (d) In the bullet “Why refer a matter to the Committee?”, in the 3rd case specify that the Secretariat can only refer a matter to the Committee if the difficulty faced by the Contracting Party “cannot be overcome”.
- (e) Only applies to the French text.
- (f) In paragraph c of the bullet “A transparent and participatory procedure”, add the words “in accordance with the Rules of Procedure set out in Decision IG.17/2, and in particular the principle of due process”.
- (g) Add a new paragraph on the role of the Secretariat of the Compliance Committee.
- (h) On the web site on compliance, add the Rules of Procedure for Meetings and Conferences of the Contracting Parties to the Barcelona Convention and its Protocols to the section on general information.
- (i) Publish the leaflet in the four official languages of the Barcelona Convention.

The meeting agreed to set up a drafting subcommittee (Ms Daniella Addis, Mr Nicos Georgiadis, Mr Louis Vella) to finalize the draft leaflet as a guide for the Contracting Parties in time for its next meeting, and to prepare a draft leaflet as a guide for the public.

3. Draft leaflet as a guide for the public

The meeting agreed to set up an intersessional working group (Ms Daniella Addis, Mr Nicos Georgiadis, Mr Louis Vella) to prepare a draft leaflet as a guide for the public, to be considered at the 5th meeting of the Compliance Committee.

4. Consideration of general non-compliance issues. Evaluation of minimum measures

In view of the small number of reports (8) received by the Secretariat from Contracting Parties pursuant to Article 26 of the Barcelona Convention to this date, and considering that no case concerning any Party had yet been brought in front of the Committee which had therefore not yet dealt with any case of noncompliance, the Compliance Committee was

unable to address the general question of compliance in relation to reports for the 2008-2009 biennium.

On the basis of the conclusions in document UNEP(DEPI)MED Compliance Committee 3/3 entitled "Proposal on minimum measures to achieve compliance with the Barcelona Convention and its Protocols", the Committee did, however, agree on the following:

- (a) To request the Secretariat to draw up a table of the status of implementation of the reporting obligations pursuant to Article 26 of the Barcelona Convention by all Contracting Parties, and to attach this table to the reminder letter mentioned below.
- (b) To request the Secretariat to send individual letters to each of the Ministers to which the Focal Point of the Contracting Party that has not yet sent in its report for the 2008-2009 biennium is answerable, to provide the Committee with a copy, and subsequently to bring the matter to the attention of the Ministries of Foreign Affairs of the Contracting Parties concerned, bearing in mind that there are at least three different situations: (i) Parties which have never transmitted reports (1 Party) or that have transmitted only one (3 Parties); (ii) Parties which have not transmitted the Report for the 2008-2009 biennium but which have transmitted the previous Report for the 2006-2007 biennium (9 Parties); (iii) Parties which have transmitted the Report for the 2008-2009 biennium, but in which are identified cases of formal non-compliance by Contracting Parties relating to the implementation of several articles of the Protocols calling for specific legislative or administrative measures in their internal legislation. Consideration should also be paid to the level of completeness of the reports submitted.
- (c) To suggest to the Secretariat to invite a representative of the Regional Activity Centres (RACs) and of MED POL to the Committee's next meeting to present the problems encountered by Contracting Parties in the practical implementation of the Convention's Protocols.
- (d) To request the Secretariat to send to the representatives of the RACs and MED POL working document UNEP(DEPI)MED Compliance Committee 3/3 to be revised and developed for the above-mentioned meeting with the Committee.
- (e) To request the Secretariat to transmit to the members of the Committee copies of the national reports and to prepare a summary of all the reports received, including their strengths and weaknesses, for consideration at the 5th meeting of the Compliance Committee.
- (f) To request the Secretariat, according to Decision IG 19/1, Rule 9, to circulate the provisional agenda and the annotated agenda for each meeting, the draft report of the previous meeting and other working and supporting documents, on Word format in addition to PDF, at least six weeks before the opening of the meeting
- (g) To request the Secretariat to use all possible means to make Contracting Parties aware of the need to submit their reports within the prescribed time limit.

- (h) To request that the 5th meeting of the Compliance Committee be held before the 17th Meeting of the Contracting Parties.

5. Work programme of the Compliance Committee for the 2012-2013 biennium

The Compliance Committee agreed to pursue the following activities during the 2012-2013 biennium:

- (a) Consideration of any matters referred to the Committee by the Contracting Parties in accordance with paragraphs 18 and 19 of the Procedures and mechanisms on compliance.
- (b) Consideration of matters referred to the Committee by the Secretariat, in accordance with paragraph 23 of the Procedures and mechanisms on compliance, regarding possible difficulties in implementing the Barcelona Convention and its Protocols;
- (c) Preparation of a draft leaflet as a guide for the public in Arabic, English and French;
- (d) Examination of general non-compliance issues in the implementation of the procedures and mechanisms on compliance based on the reports submitted by the Contracting Parties;
- (e) Examination of thematic issues requested by the Meeting of Contracting Parties;
- (f) Preparation and adoption of the Compliance Committee's report and recommendations for transmission to the 17th Meeting of the Contracting Parties.

The meeting recommended that:

- (g) The above work programme, together with the budget needed for its implementation, be submitted to the next meeting of MAP Focal Points for adoption.

6. Preparation of the report to the 17th Meeting of the Contracting Parties on the activities of the Compliance Committee

- (a) The meeting decided that the Committee should hold a second meeting before the 17th Meeting of the Contracting Parties, at a date to be proposed by the Secretariat, so that it can formally adopt its report before the next Meeting of the Contracting Parties.
- (b) The report by the Chair of the Compliance Committee will be drawn up sufficiently in advance in the four official languages of the Barcelona Convention, under the guidance of the Chair and in close consultation with the regular and alternate members of the Compliance Committee.
- (c) The report on the Compliance Committee's activities relating to the measures recommended, pursuant to Section VIII, of the Procedures and mechanisms

on compliance, will be submitted directly to the 17th Meeting of the Contracting Parties.

7. Other matters

- (a) The meeting discussed a proposal from the Chair concerning an amendment to the Barcelona Convention introducing a new article on the role and functioning of the Compliance Committee. The meeting requested the Secretariat to prepare a working document on this proposal for consideration at the next meeting of the Compliance Committee.
- (b) The meeting discussed whether or not amendments to the Compliance Committee's Rules of Procedure were needed. Proposals to this effect will be made by the Committee's Chair and considered at the Committee's next meeting.